



18-10-2012

« Touche pas au capital » (mot d'ordre du projet de budget 2013)

Le gel du barème de l'impôt sur le revenu, la nouvelle tranche d'impôt à 45% et les concessions aux "pigeons" sur les plus-values ont animé, pour amuser la galerie, les débats sur le projet de budget à l'Assemblée nationale.

Il y a un an à peine le PS avait critiqué le gouvernement Fillon qui refusait d'intégrer les œuvres d'art dans l'ISF (Impôt sur la fortune). Aujourd'hui le même PS refuse. Le gel du barème de l'impôt sur le revenu malgré l'inflation, décidé sous la droite est maintenu en 2013. Comme on change !

Les revenus du capital seront imposés comme ceux du travail" disait un des 60 engagements de François Hollande. Cette promesse qui a totalement disparu du discours socialiste, le ministre du Budget Jérôme Cahuzac déclarant : *« Personne n'a jamais pensé et encore moins dit que cette fusion (impôt revenu du capital et celui du travail) interviendrait dans les premiers mois, voire dans les premières années de la mandature, parce que cette opération est beaucoup trop délicate à mener. »* Pour qui ?

Taxation des plus-values de cession, là encore le gouvernement recule. Aujourd'hui le projet de loi de finances comprend 24 milliards d'euros de hausses d'impôts, 90% des Français vont subir ces hausses, devinez lesquels. Les niches fiscales ne sont pas supprimées, (pourtant François Hollande l'avait promis lors de sa campagne électorale). Elles vont permettre aux riches de les utiliser pour se soustraire à l'impôt.

Les députés peuvent maintenant discuter, le capital est rassuré... Cette année encore ce sont plus de 172 milliards d'exonérations fiscales et de cotisations sociales que les entreprises vont recevoir en cadeaux. **On voit dans quel camp se range le pouvoir. Certainement pas dans celui des travailleurs.**

L'essentiel est fait, les objectifs fixés par le gouvernement pour les cinq prochaines années seront adoptées comme l'exige Bruxelles avec le nouveau traité. Hollande s'est rendu au sommet des chefs d'Etats européens la tête haute.

Les députés du Front de gauche (FG) et les écologistes se disent convaincus que le mouvement va dans le bon sens mais pas assez loin... Pour améliorer la compétitivité des entreprises, le gouvernement transférera une partie de leurs cotisations sociales vers l'impôt, et augmentera donc la CSG, sûrement la TVA, et ajouterait une part de fiscalité écologique. Ah oui il y a de la " négociation" dans l'air pour faire payer les salariés!

Ce n'est pas à eux de payer, la crise c'est celle du système capitaliste, il faut "qu'il dégage". Cela ne fera pas tout seul. Seule la lutte le permet.

www.sitecommunistes.org